

Banlieue du 91 : sur les réseaux sociaux, le “collégien” voulait tuer tous les « mécréants ».

écrit par Jules Ferry | 24 décembre 2022



Image d'illustration : Collège Les Sablons – en “quartier

sensible” de Viry Chatillon

Avec l’immigration incontrôlée, le ver est dans le fruit.

La société multiculturelle islamisée voulue par les mondialistes, c’est à NOS risques et périls !



Sommaire :

France : un “collégien” échangeait avec ses camarades des menaces de mort contre les « mécréants ».

Autriche : un “réfugié” syrien frappe à mort un père de 2 enfants...

La Suisse accuse un “citoyen turc” de diriger une agence de presse pour l’État islamique et Al-Qaïda

Autriche : la presse ignore le viol collectif d’une femme handicapée mentale par “six migrants afghans”...

France : un “collégien” échangeait avec ses camarades des

menaces de mort contre les « mécréants ».

Il aurait affirmé vouloir rejoindre Daesh.



Un collégien de 13 ans scolarisé à Viry-Châtillon (Essonne) a été interpellé puis présenté à un juge des enfants. Il est soupçonné d'avoir tenu des propos inquiétants à ses camarades sur Snapchat, en **faisant l'apologie du terrorisme, et en **leur envoyant des vidéos de propagande**. Il aurait notamment **affirmé vouloir rejoindre le groupe État islamique**.**

Un adolescent âgé de 13 ans montrant des signes inquiétants de radicalisation, scolarisé dans un collège de Viry-Châtillon (Essonne), a été interpellé le 9 décembre dernier avant d'être placé en garde à vue dans les locaux de la police judiciaire d'Évry selon nos informations. Ce mineur est soupçonné d'avoir tenu des propos faisant l'apologie du terrorisme, à plusieurs reprises, auprès de ses camarades, notamment sur le réseau social Snapchat.

[...]

L'adolescent serait allé bien plus loin dans ses propos, lâchant à ses camarades qu'il fallait **"tuer tous les mécréants"**.

Ces dernières semaines, il aurait aussi refusé d'adresser la parole aux filles, ajoutant qu'il avait un drapeau de l'EI dans sa chambre ainsi qu'une bague à l'effigie du groupe terroriste. *"Il aurait également déclaré à ses parents qu'il souhaitait rejoindre Daech en Syrie, et aurait ouvert un compte sur le réseau social TikTok, en utilisant le nom d'un djihadiste"*, poursuit la même source.

Au terme de sa garde à vue, le jeune garçon a été présenté à un juge des enfants. Il a été placé sous contrôle judiciaire et il est désormais *"soumis à une mesure éducative provisoire dans l'attente de son jugement"* nous précise le parquet d'Évry. Le suspect est poursuivi pour "apologie publique d'un acte de terrorisme commise au moyen d'un service de communication au public en ligne". Son procès doit se tenir le 18 janvier prochain.

[Actu17](#)

Un "réfugié" syrien frappe à mort un père autrichien de 2 enfants...



Enrichissement culturel.

Fin tragique d'une fête de Noël dans le Burgenland : Un Syrien (18 ans) a assommé deux hommes à coups de poing. Le père de deux enfants, Jürgen Trimmel (42 ans), a été déclaré en état de mort cérébrale. Le réfugié est en détention.

Le père de famille Jürgen Trimmel (42 ans) était en excursion dans un club avec des amis lorsque le groupe a décidé de s'arrêter à une fête de Noël dans une discothèque de Schattendorf. Là, peu après minuit, les choses ont tourné à la violence.

Après une dispute verbale, un demandeur d'asile originaire de Syrie, qui vit dans le district de Neunkirchen, a attaqué le père de famille et son ami. Comme s'il avait perdu la tête, il a frappé les hommes avec ses deux poings.

Alors que son collègue de travail souffre d'un nez cassé, Jürgen Trimmel a été transporté à l'hôpital avec des blessures potentiellement mortelles, où les médecins ont lutté pour sa vie dans l'unité de soins intensifs. En vain. Le père de deux enfants (sept et dix ans) a été **déclaré mardi en état de mort cérébrale, soit quatre jours seulement avant le réveillon de Noël**. Le réfugié syrien a été arrêté et se trouve actuellement en détention.

<https://exxpress.at/gewalt-drama-vor-weihnachten-syrer-schlug-zu-familienvater-42-hirntot/>

La Suisse accuse un "citoyen turc" de diriger une agence de presse pour l'État islamique et Al-Qaïda



Illustration : Turcs manifestant pour Erdogan en Autriche

ZURICH (Reuters) – **Les procureurs fédéraux suisses accusent**

un homme de diriger une "agence de médias" pour promouvoir Al-Qaïda et l'État islamique via les réseaux sociaux et de collecter des fonds pour aider les tentatives d'évasion des partisans des groupes extrémistes.

L'homme de 26 ans, qui vivait dans le canton de Schaffhouse (nord), est également accusé d'avoir encouragé une autre personne à se rendre au Moyen-Orient pour rejoindre ces organisations, qui sont interdites en Suisse.

Le citoyen turc, qui n'a pas été nommé, a été mis en examen à la suite d'une enquête ouverte en octobre 2019, a indiqué mardi le Bureau du procureur général (BVG).

"L'OAG accuse le suspect d'avoir encouragé une personne mineure au moment des faits à approuver l'idéologie de l'État islamique (EI) et d'avoir favorisé la décision de cette personne de se rendre sur un territoire tenu par l'EI et d'y rejoindre l'EI", a indiqué l'OAG dans un communiqué.

Cette personne, qui vivait en Autriche, a été arrêtée par les autorités autrichiennes peu avant son départ prévu pour la Syrie, a précisé le BVG.

Le suspect a également été accusé d'exploiter sa propre "agence de presse", qui traduisait et diffusait la propagande de l'État islamique et d'Al-Qaïda.

Il avait également enregistré de nombreux fichiers contenant des vidéos et des images montrant des représentations interdites d'actes de violence et avait envoyé une de ces images à une autre personne, a indiqué le BVG.

Le BVG accuse également le suspect d'avoir apporté un soutien matériel à l'État islamique en collectant de l'argent via une plateforme de dons. Il aurait eu l'intention d'envoyer l'argent à des partisans de l'État islamique dans un camp de prisonniers en Syrie pour leur permettre de s'échapper.

L'affaire a été transmise au Tribunal pénal fédéral de Bellinzona, a indiqué le BVG.

<https://uk.news.yahoo.com/swiss-accuse-man-running-media-153650891.html?>

Autriche : la presse ignore le viol collectif d'une femme handicapée mentale par six migrants afghans...



Le viol collectif devait être dissimulé : Début du procès contre six Afghans à Feldkirch, en Autriche

Les autorités ont gardé le silence sur ce crime horrible pendant des mois. eXXpress a été le premier média à rendre compte de l'affaire de la femme du Vorarlberg qui a été violée par six Afghans. Des informations plus détaillées sur l'affaire sont encore cachées.

Six ressortissants afghans doivent être jugés devant le tribunal régional de Feldkirch pour le viol d'une femme souffrant de troubles mentaux. Les hommes auraient fait la

fête avec la victime dans un foyer d'accueil en février de cette année et auraient ensuite abusé ensemble de la femme en état d'ébriété dans le Vorarlberg. L'acte d'accusation contre les hommes a maintenant été complété – les Afghans n'ont essentiellement pas avoué. Le porte-parole de presse du tribunal régional de Feldkirch n'a donné que de maigres informations sur le contenu de l'acte d'accusation lundi. Le crime aurait eu lieu entre le 21 et le 25 février. **Le fait que les hommes n'aient été placés en détention provisoire que le 11 juillet – ils étaient en fuite depuis près de quatre mois – a suscité une vive émotion.**

Après que les recherches d'eXXpress ont révélé qu'il n'y avait même pas eu de communiqué de presse dans l'affaire du viol collectif du Vorarlberg, l'affaire est devenue une question politique. Le parti autrichien de la liberté (FPÖ) a exigé plus d'informations pour le public et a demandé une déclaration du conseiller régional de sécurité de l'ÖVP, Gantner. Celui-ci a déclaré au journal Neue Vorarlberger Tageszeitung que l'affaire relevait de la police de sécurité, de la justice pénale ainsi que du droit de séjour, et a évoqué la responsabilité du gouvernement fédéral. Le fait que les hommes n'aient été arrêtés que quatre mois après le crime a été qualifié par Gantner de "profondément insatisfaisant".

<https://exxpress.at/massen-vergewaltigung-sollte-vertuscht-werden-prozess-gegen-sechs-afghanen-beginnt/>